

Le vote Macron : sociologie d'un électorat en cours de cristallisation.

Récemment publiés

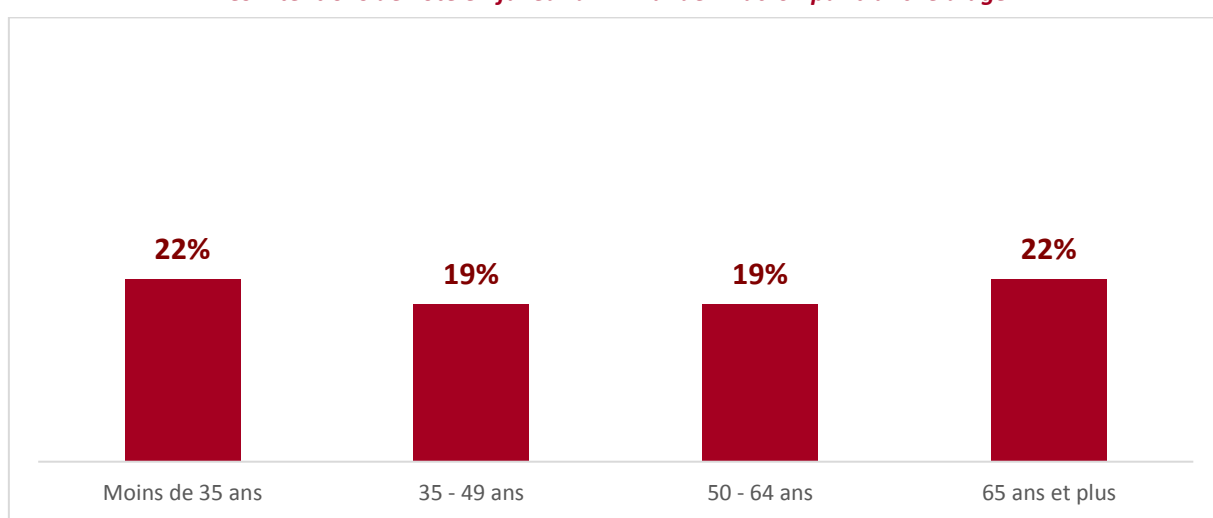
- » N°147 : Régionales 2015 en Ile-de-France et primaire de la droite en 2016 : l'échec de la stratégie Terra Nova.
- » N°146 : Régionales de 2015 en Corse : victoire nationaliste et survivance du clanisme.
- » N°145 : Les électors confessionnels à la primaire de la droite : des choix tranchés.
- » N°144 : Les manifestations policières : signe avant-coureur et catalyseur d'un durcissement sécuritaire de l'opinion
- » N°143 : Que reste-t-il de la Manif pour tous ?
- » N°142 : Octobre 2016 : Les manifestations d'opposition à la création des centres d'accueil : un révélateur de la crispation de l'opinion sur la question des migrants
- » N°141 : Juillet 2016 : l'été terroriste
- » N°140 : Le rapport des catholiques à l'islam en France
- » N°139 : Le spectre de la guerre civile
- » N°138 : La Loire-Atlantique dit « oui » à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes
- » N°137 : Pourquoi le FN a-t-il adopté une attitude prudente vis-à-vis de la loi Travail ?
- » N°136 : 3ème circonscription de Loire-Atlantique : le PS conserve son fief en dépit de mauvais reports.
- » N°135 : L'influence de l'isolement et de l'absence de services et commerces de proximité sur le vote FN en milieu rural.
- » N°134 : François Hollande face à la fronde paysanne

» Alors qu'il était inconnu du grand public au début du quinquennat et qu'il ne s'est lancé dans la course à la présidentielle qu'il n'y a que quelques mois seulement, Emmanuel Macron est crédité aujourd'hui d'environ 20% d'intentions de vote. Ce niveau, tout à fait spectaculaire pour une candidature ne s'appuyant sur aucun appareil partisan précédemment existant, pourrait même permettre au jeune candidat de se qualifier pour le second tour. Il convient dès lors de s'interroger sur cet électorat en croissance ultra-rapide en train de se cristalliser sous nos yeux. Quelle est la sociologie de l'électorat macronien et quels catégories et segments de la population soutiennent la dynamique portant le leader d'En Marche ?

1 - Le vote Macron n'est pas un vote générationnel

Sur la base de son âge (39 ans), de son dynamisme et de sa parfaite maîtrise des codes l'ancrant de plein pied dans la modernité (pratique courante des langues étrangères, familiarité avec l'univers de l'économie numérique et digitale), certains observateurs ont fait d'Emmanuel Macron, le candidat de la jeunesse. De nombreux étudiants ou de jeunes actifs sont en effet présents dans ses meetings ou ont rejoint En Marche. Néanmoins, l'analyse des intentions de vote par tranche d'âge ne fait pas ressortir de tropisme particulièrement marqué chez les jeunes, ou dit autrement, l'attraction qu'il exerce est aussi forte dans toutes les générations. D'après notre rolling Ifop-Fiducial pour *Paris-Match*, *I télé* et *Sud Radio*, il est ainsi crédité de 22% auprès des moins de 35 ans et parmi les 65 ans et plus et d'un score à peine plus faible chez les 35-64 ans (19%). Les écarts ne sont donc pas marqués d'une tranche d'âge à une autre.

Les intentions de vote en faveur d'Emmanuel Macron par tranche d'âge.

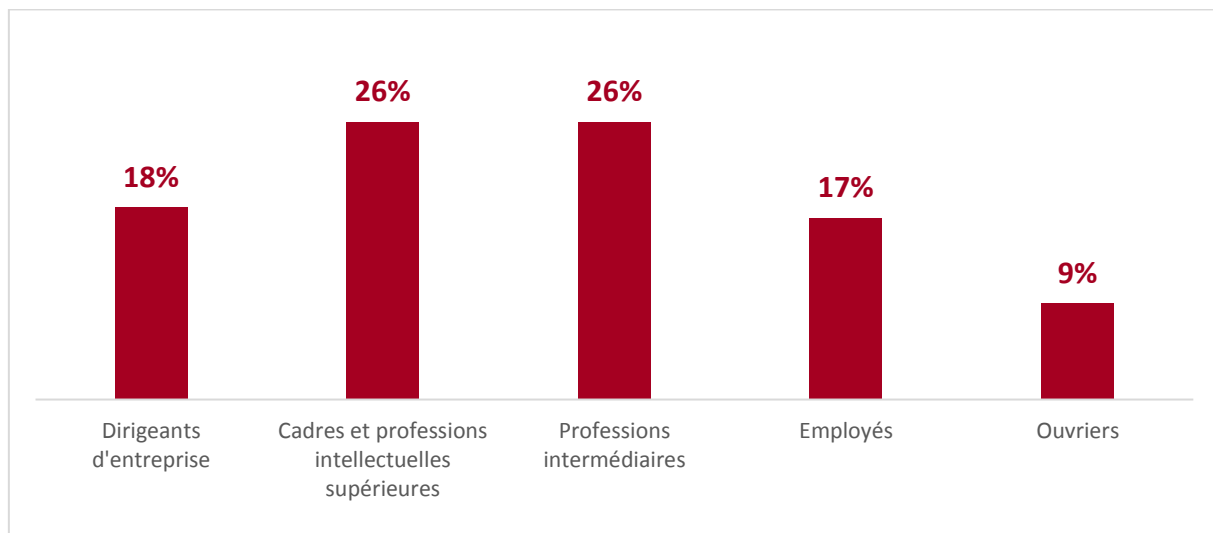


2- Le candidat des CSP+ ?

Si son électorat apparaît équilibré en termes générationnels, qu'en est-il au plan sociologique ? Certains de ses détracteurs dépeignent l'ancien inspecteur des finances et l'ex-banquier de chez Rothschild comme l'incarnation des classes privilégiées et des élites, le ralliement de personnalités comme Alain Minc ou Jacques Attali tendant à donner corps à cette hypothèse. C'est en effet parmi les cadres supérieurs et les professions intellectuelles qu'Emmanuel Macron obtiendrait son meilleur score avec 26% d'intentions de vote, soit un résultat très significatif et le plaçant à égalité avec François Fillon 25%. Cette capacité à faire jeu égal avec le candidat des Républicains dans une catégorie traditionnellement acquise à la droite, démontre bien le profil particulier d'Emmanuel Macron qui est capable, bien que venant de la gauche, de parler à un électorat « sociologiquement de droite ». Toutefois, deux points sont à préciser ici. D'une part, s'il enregistre un haut niveau de soutien dans cette catégorie, elle ne lui est pas massivement acquise (74% des cadres supérieurs et des professions intellectuelles optant aujourd'hui pour un autre candidat) et d'autre part, il atteint le même niveau (26%) chez les professions intermédiaires qui constituent le cœur de la classe moyenne. Emmanuel Macron ne peut donc pas être réduit au statut du candidat des CSP+ puisque il « mord » également très

efficacement dans la classe moyenne. Le stéréotype de candidat de la « France d'en haut » mérite donc d'être fortement nuancé même si son électorat demeure clivé sociologiquement. Il n'atteint en effet que 14% auprès des ouvriers et des employés, soit un étiage pratiquement deux fois moins élevé que dans les classes moyennes et supérieures.

Les intentions de vote en faveur d'Emmanuel Macron par catégorie socio-professionnelle.



Cette distance avec les catégories populaires existe donc bien et notamment avec les ouvriers qui ne seraient que 9% à voter pour lui contre 17% des employés. On peut penser que le parcours et le profil d'Emmanuel Macron le rendent moins audible par le monde ouvrier qui a peut être également pu être heurté par certaines de ses sorties. Jeune ministre, il déclara ainsi à propos des salariées de l'abattoir Gad victimes d'un plan social : « *Il y a dans cette société une majorité de femmes. Il y en a qui sont, pour beaucoup illettrées* »¹. On se souvient également de sa réplique lorsqu'il fut pris à partie par deux militants cégétistes à Lunel dans l'Hérault le 27 mai 2016 : « *Vous n'allez pas me faire peur avec votre tee-shirt. La meilleure façon de se payer un costard, c'est de travailler* ». Quelques mois plus tard le 13 janvier 2017, en visite à Noeux-les-Mines dans le Pas-de-Calais, il déclara : « *l'alcoolisme et le tabagisme se sont peu à peu installés dans le bassin minier* ». Si ce constat est factuellement exact, il peut aussi être interprété comme une forme de mépris de classe. Le Front National, en la personne de Steeve Briois, maire de Hénin-Beaumont et figure emblématique du mouvement dans cette région ouvrière, insista d'ailleurs sur ce point dans un communiqué de presse fustigeant un candidat venu « *dans le Pas-de-Calais comme certains vont au safari, avec pour seul but de revenir avec de belles photos* ».

On rappellera à ce propos que le FN est aujourd'hui crédité de 37% d'intentions de vote dans les catégories populaires et de 38% parmi les chômeurs contre respectivement 14% et 13% pour le leader d'En Marche. En dépit de sa volonté de défier Marine Le Pen sur ses terres du Pas-de-Calais en organisant ce déplacement dans le bassin minier, Emmanuel Macron n'est donc pas aujourd'hui en mesure de concurrencer la domination du FN dans cet électorat. On notera cependant, que s'il obtient ses moins bons résultats dans les milieux populaires, il n'a pas à rougir de ses scores dans ces catégories car les autres candidats de gauche sont logés à la même enseigne. Jean-Luc Mélenchon est crédité aujourd'hui de 14% chez les ouvriers et employés (soit

¹ Sur Europe1, le 17 septembre 2014.

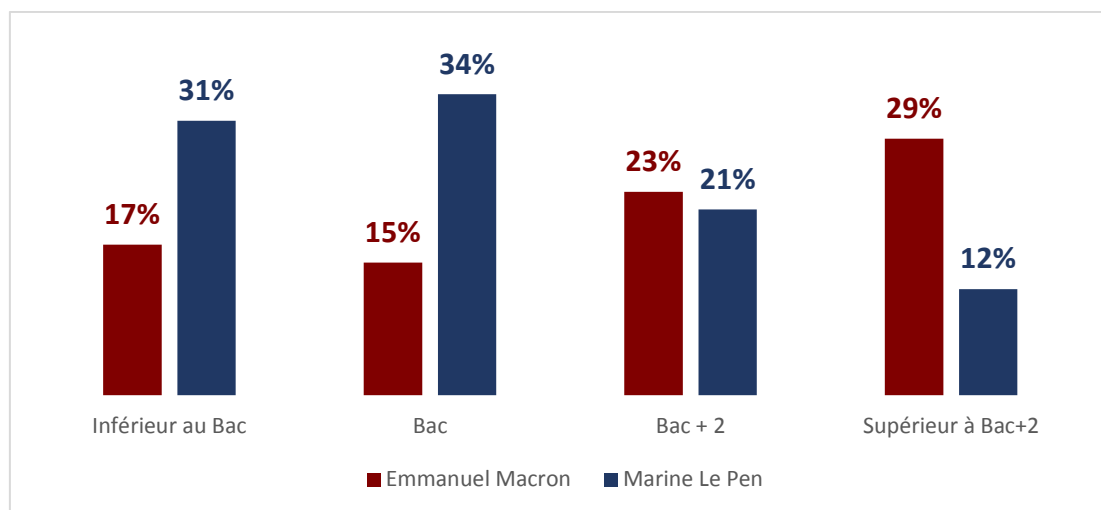
exactement le même score que le « candidat de la caste » pour reprendre la terminologie mélenchonienne) et Benoît Hamon fait à peine mieux avec 18%. François Fillon, quant à lui, plombé par le Penelopegate et ses propositions de réforme de la Sécurité sociale, ne recueillerait que 8% des voix des ouvriers et employés.

Emmanuel Macron est donc d'abord soutenu par les cadres supérieurs, les professions intellectuelles et les classes moyennes et bénéficie à l'inverse d'un soutien nettement moins appuyé dans l'électorat populaire. Cela en fait-il pour autant le candidat de « la France d'en haut » ? Pas totalement, car si on reprend la formule de Jean-Pierre Raffarin, son étiage dans « la France d'en bas » est certes plus faible mais il n'y est pas résiduel et l'on ne peut pas nier qu'il rencontre un certain écho dans ces catégories de la population. De surcroît, pour que le clivage « France d'en haut / France d'en bas » fonctionne parfaitement, il faudrait que l'ancien ministre de l'Economie soit fortement soutenu par les dirigeants d'entreprise. Or d'après nos données d'enquête, il se situe à 18% dans ce groupe social, soit un niveau légèrement inférieur à son score moyen. Même s'il dispose d'un carnet d'adresses très étoffé dans le monde des affaires et de l'entreprise, Emmanuel Macron ne peut donc pas être qualifié à ce jour de « candidat des patrons », en tout cas pas de « candidat des petits patrons », qui constituent numériquement l'écrasante majorité des dirigeants d'entreprise de ce pays (le tissu économique français étant composé pour l'essentiel de TPE et PME). Soucieux d'élargir son audience dans ce segment de la population, le leader d'En Marche fait d'ailleurs figurer en bonne place dans son ébauche de programme la suppression du RSI, dispositif qui suscite l'ire des petits patrons et des indépendants. Il soigne par ailleurs cette clientèle durant ses déplacements comme à Lens par exemple où il rencontra 200 commerçants et artisans, membres des professions médicales et représentants de la société civile réunis le 13 janvier à l'initiative du vice-président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Artois. Cette offensive n'a pas échappé à l'état-major filloniste qui a multiplié les signaux et messages en direction des milieux patronaux, chasse-gardée traditionnelle de la droite. L'interview accordée le 16 janvier au *Figaro* par Henri de Castries, figure très respectée du patronat français, s'inscrit dans cette stratégie, ce dernier déclarant ainsi à propos d'Emmanuel Macron « *Il me semble qu'il est très largement comptable du bilan de ces cinq dernières années et en particulier de sa première phase, que je l'ai vu, en son temps défendre avec ardeur [] Et quand on observe les nouveaux soutiens d'Emmanuel Macron, il est difficile de résister à la tentation de penser que ce serait la perpétuation du hollandisme par d'autres moyens. Avec toutes les déceptions que l'on sait* ».

3- Emmanuel Macron est d'abord soutenu par les *Front row kids*

Si l'idée d'une fracture sociologique entre les catégories favorisées largement acquises et des milieux populaires totalement réfractaires doit être nuancée notamment dans la mesure où les classes moyennes affichent un intérêt pour la candidature d'Emmanuel Macron aussi important que les CSP+, les intentions de vote en sa faveur sont en revanche plus linéairement corrélées avec une autre variable qui est le niveau de diplôme des interviewés. Comme le montre le graphique suivant, plus le niveau éducatif augmente et plus les intentions de vote sont importantes.

L'intention de vote en faveur d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen en fonction du niveau de diplôme

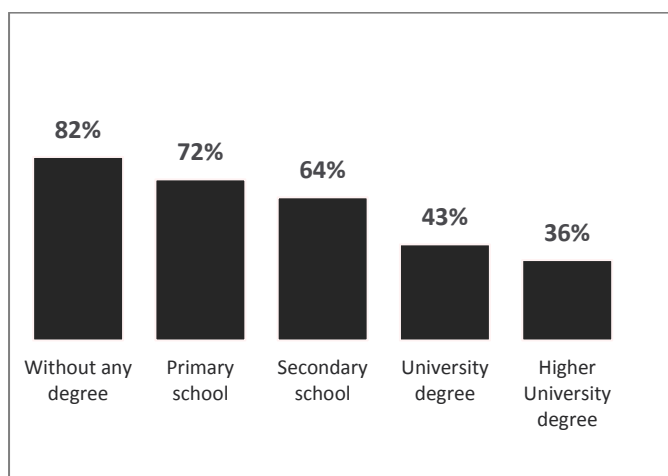


Si les autres candidats des partis de gouvernement (Benoît Hamon pour le PS et François Fillon pour les Républicains) voient également leur électorat respectif être structuré selon le niveau de diplôme, c'est dans l'électorat macronien que ce clivage est le plus marqué. L'écart de potentiel électoral entre détenteurs d'un diplôme inférieur au bac et diplômés d'un second cycle ou d'un troisième cycle du supérieur n'atteint que 6 points dans l'électorat du candidat du PS et 7 points dans celui des Républicains alors qu'il est de 12 points parmi les soutiens d'Emmanuel Macron. Ce dernier enregistre ainsi un score potentiel de 29% parmi les personnes ayant un niveau supérieur à bac+2. Il est en tête dans cette catégorie de la population et tout segment socio-démographique confondu, c'est dans cette strate qu'il enregistre aujourd'hui son meilleur résultat. Il est donc plus exact de le présenter comme le candidat des plus diplômés que comme le candidat des CSP+. On peut penser que son cursus scolaire, ses références et son mode d'expression créent une proximité et une empathie dans la frange la plus éduquée de la population et engendre, à l'inverse, une certaine distance dans les milieux les moins bien dotés en capital culturel, davantage tentés par le FN, comme le montre le graphique ci-dessus.

Cette opposition n'est pas nouvelle et la variable du niveau de diplôme est une donnée de plus en plus centrale. Tout se passe en effet comme si la globalisation économique avait abouti à une nouvelle segmentation des sociétés occidentales entre les gagnants et les perdants de la mondialisation. Ce nouveau clivage est extrêmement puissant et il se traduit économiquement, sociologiquement, géographiquement, psychologiquement, culturellement et électoralement. Qu'il s'agisse du vote pour le Brexit en Grande-Bretagne, du second tour de l'élection présidentielle en Autriche (mettant aux prises un candidat écologiste et un candidat d'extrême-droite) ou de l'élection présidentielle américaine, cette ligne de fracture a imposé spectaculairement sa marque et concurrence voire supprime désormais parfois la traditionnelle opposition gauche/droite. Si cette opposition était indexée (certes imparfaitement) sur la classe sociale d'appartenance, le niveau d'éducation semble être la variable structurante de ce nouveau clivage comme le montrent les cas britannique, autrichien et américain.

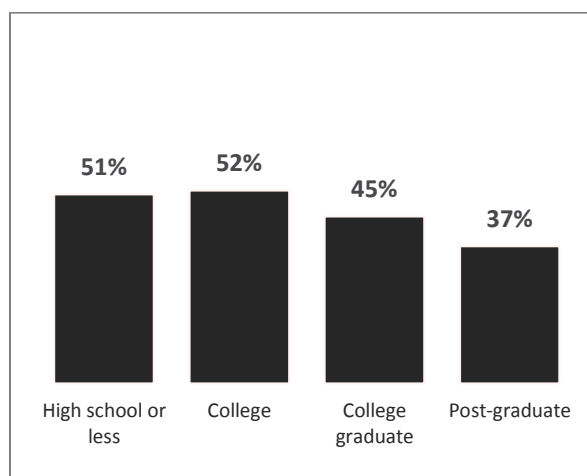
Le niveau de diplôme : une variable clé et structurante.

Le vote pour le Brexit en fonction du niveau de diplôme.



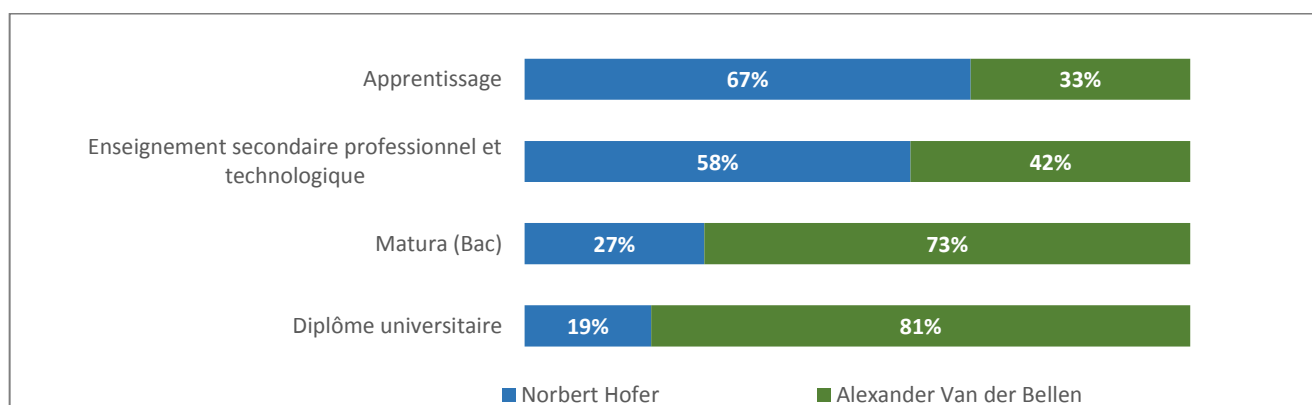
Source : Lord Ashcroft Polls

Le vote pour Trump en fonction du niveau de diplôme.



Source : Edison Research

Le vote au second tour de la présidentielle autrichienne en fonction du niveau de diplôme.



Source : SORA

Les écarts ont été particulièrement marqués en Grande-Bretagne et en Autriche. La variable du niveau scolaire semble avoir moins bien fonctionné a priori aux Etats-Unis mais c'est en fait car son effet a été statistiquement perturbé par l'impact d'une autre variable très discriminante dans ce pays : l'appartenance ethnique. Les minorités non-blanches ont ainsi massivement voté contre Trump et ce, quel que soit le niveau de diplôme des électeurs. Le nouveau président n'a ainsi recueilli que 20% des électeurs non-blancs ayant au moins un « college grad » et 23% de ceux n'en ayant pas. Dans cette part importante de la population américaine (33%), la variable ethnique a écrasé l'effet du niveau de diplôme. Ce dernier retrouve en revanche toute sa force dans l'électorat blanc. 67% des blancs « with no degree » ont ainsi voté pour Trump contre seulement 49% des blancs « with college graduates ».

En France, la même polarisation semble se mettre en place dans l'affrontement entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Deux attitudes face à la mondialisation se font face. Pour Emmanuel Macron, comme il l'a rappelé dans son discours prononcé à l'université Humboldt de Berlin le 10 janvier, raisonner dans un cadre « franco-français n'a plus de sens. Il n'y a qu'au niveau européen qu'on créera des champions. On peut faire un

Google européen, mais un Google français n'existera jamais »². Ce à quoi, Marine Le Pen a rétorqué dans son meeting de Lyon le 6 février « *Mes adversaires prétendent contrôler les frontières, revenir sur le droit du sol, lutter contre la concurrence déloyale. Ils vous mentent. En refusant de s'affranchir de l'Union Européenne, ils s'interdisent toute inflexion même mineure. [] L'objectif sera dans les 6 mois de retrouver la souveraineté monétaire, économique, territoriale. Sinon nous organiserons un référendum sur la sortie de l'Union Européenne pour redevenir libre* ».

Deux visions du monde se répondent donc et ces deux systèmes de valeurs parlent à deux France qui cohabitent sans se mélanger. Gagnants de la mondialisation versus perdants de la mondialisation ou pour reprendre l'expression du journaliste américain Chris Arnade³ à propos de la dernière élection américaine, les *Front row kids* (les premiers de la classe) contre les *Back row kids* (les cancre du fond de la classe)⁴. Cette nouvelle division se creuse en France comme dans les autres démocraties occidentales avec comme ligne de partage des eaux le niveau éducatif combiné au lieu de résidence (grandes métropoles connectées à l'économie mondiale et zones touristiques privilégiées d'un côté versus zones rurales et petites villes délaissées et bassins industriels en crise de l'autre).

Bien évidemment, cette division est binaire et de nombreux individus et territoires ne correspondent pas pleinement à cette typologie ni ne rentrent parfaitement dans cette grille. Il n'en demeure pas moins que ce clivage est de plus en plus structurant et qu'il polarise puissamment le paysage électoral. Les candidats du FN et d'En Marche sont d'ailleurs à ce jour les deux finalistes potentiels de la présidentielle.

En se désignant mutuellement comme adversaire principal, Marine Le Pen et Emmanuel Macron poursuivent ainsi un intérêt commun : substituer au traditionnel affrontement gauche/droite, ce nouveau clivage que le leader d'En Marche appelle « *progressistes versus conservateurs* » et que la terminologie frontiste désigne comme « *l'affrontement entre les mondialistes et les patriotes* ». Dans ce contexte on comprend que Marine Le Pen se réjouisse de la dynamique dont bénéficie actuellement Emmanuel Macron : « *L'émergence d'Emmanuel Macron est plutôt une bonne nouvelle : il accélère la recomposition politique que nous appelons de nos vœux depuis des années. L'intérêt de Macron, c'est qu'il est mondialiste décomplexé alors que les autres candidats sont des mondialistes honteux.* »⁵ Dans les deux camps, on a aujourd'hui bon espoir que ce processus aille à son terme et que le second tour de la présidentielle française soit après l'élection présidentielle autrichienne, le référendum britannique et la présidentielle américaine, le nouveau champ d'affrontement électoral entre les *Front row kids* et les *Back row kids* de la globalisation.

Jérôme Fourquet

Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

Ifop

² In « A Berlin, Macron se pose en champion d'Europe » in *Le Monde* 12/01/2017

³ Cf « Divided by meaning ». https://medium.com/@Chris_arnade/divided-by-meaning-1ab510759ee7#.imbn5phks

⁴ Dans son discours lors du meeting de Lyon, Marine Le Pen emploie quant à elle une sémantique assez similaire quand elle déclare : « *On fait croire à Monsieur Tout-le-monde, que dans ce monde il sera un « winner ». [] Il ne sera en fait qu'un esclave dans un pays asservi* ».

⁵ In « Au FN, l'ex-protégé de Hollande sous surveillance » in *Le Figaro* 24/01/2017

Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur www.ifop.com

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.

Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises

jerome.fourquet@ifop.com